

## Cas pratique sur un sujet de droit civil ou de procédure civile (2ème concours)

**Note : 16/20**

### Enoncé du cas pratique :

«Lors d'une passionnante conférence sur *L'influence de la pensée pré-socratique sur le droit de la responsabilité du Guatemala*, organisée le 20 juin 2005 par l'université où ils sont tous les deux étudiants, Louis Ripert rencontre Georgette Josserand. C'est le coup de foudre immédiat et réciproque et les deux amoureux décident de se marier au plus vite, ce qu'ils font le 30 septembre 2005, sans contrat de mariage.

Le bonheur leur sourit dans un premier temps puisque Louis Ripert est peu après embauché au contentieux de la banque CLL et que le couple met au monde une petite Hélène, née le 23 août 2006, et un petit Hector, né le 24 octobre 2007. Georgette Josserand renonce alors à chercher un travail pour se consacrer à sa progéniture. Le couple s'installe dans une villa que Louis Ripert a héritée de sa tante, située à Montpellier.

Mais leur vie de couple bascule lorsqu'en juin 2008 Louis Ripert rencontre une jeune stagiaire de la banque avec laquelle il entretient immédiatement une liaison. Louis Ripert lui transfère chaque mois une part importante de son salaire. Il décide également de lui céder la maison de Montpellier, avec toutefois une réserve d'usufruit au profit de Georgette.

Georgette Josserand, lassée du comportement de son mari, qui refuse désormais de lui adresser la parole, décide de demander le divorce.

Elle vient vous demander conseil et souhaiterait notamment savoir :

- si elle peut revenir sur les actes passés par son mari au profit de sa maîtresse (4 points) ;
- quel type de divorce serait le plus adapté à sa situation et quel tribunal saisir (6 points) ;
- n'ayant pas de ressources financières, elle se demande comment elle va pouvoir subvenir à ses besoins et comment ses enfants Hélène et Hector, sur lesquels elle souhaite continuer à exercer l'autorité parentale avec Louis, vont subvenir aux leurs (5 points) ;
- elle doit faire face à la demande d'une galerie de peinture de Sète, dans laquelle Louis Ripert a acheté en 2007 un tableau du célèbre peintre Bombas « Coucher de soleil sur la Méditerranée » pour 50 000 euros. La galerie lui réclame les 30 000 euros restant à payer (5 points).»

1 – Georgette Josserand, mariée à Louis Ripert depuis le 30 septembre 2005, souhaite remettre en question les actes passés par son mari au profit de sa maîtresse avec laquelle il entretient une liaison depuis juin 2008. Ce dernier a en effet transféré à sa maîtresse une partie de son salaire chaque mois et lui a cédé la maison qu'il avait reçue en héritage de sa tante, en en réservant toutefois l'usufruit à Georgette.

Autrement dit, Georgette peut-elle faire annuler les donations mensuelles consenties par son époux à sa concubine ainsi que la donation de la maison ?

- Les donations mensuelles consenties à la concubine de M. Ripert

Mme Josserand et M. Ripert se sont mariés sans réaliser de contrat de mariage. Leur situation est donc régie par le régime primaire qui s'applique à tous les mariages ainsi que par le

régime légal de communauté des biens organisé par les articles 1400 et suivants du Code Civil.

L'article 214 du Code Civil prévoit que les époux ont pour obligation de contribuer aux charges du mariage, à proportion de leurs facultés respectives. En l'espèce, aucun élément ne permet de considérer que M. Ripert ne s'acquitte pas de cette obligation du fait des donations qu'il consent à sa maîtresse. Par ailleurs, l'article 223 du Code Civil précise que chaque époux peut librement percevoir ses gains et salaires et en disposer après s'être acquitté des charges du mariage. Dès lors, si M. Ripert, comme cela semble être le cas, s'acquitte effectivement des charges du mariage, notamment en participant à l'éducation des enfants comme prescrit par l'article 220 du Code civil, il peut ensuite disposer librement de son salaire.

Il convient néanmoins de préciser que cette participation doit en fait couvrir l'ensemble des charges du mariage puisque Mme Josserand ne travaille pas et qu'il n'est pas indiqué qu'elle perçoive d'autres revenus.

Le travail de M. Ripert dans une banque peut laisser penser que son salaire est confortable et lui permet de remplir cette obligation tout en consentant des libéralités importantes à sa maîtresse. Dans un arrêt du 29 février 1984, la 1<sup>ère</sup> chambre civile de la Cour de Cassation a d'ailleurs reconnu la validité des libéralités consenties par le mari à sa concubine. Mme Josserand ne pourra donc pas les remettre en question sur le fondement des obligations du mariage.

Si les libéralités en question résultent d'un contrat entre M. Ripert et sa maîtresse, Mme Josserand serait-elle fondée à invoquer la nullité du contrat sur le fondement de la cause illicite de la convention ? L'article 1133 du Code civil prévoit en effet que pour être valide, un contrat ne doit pas avoir une cause contraire aux bonnes mœurs.

Cependant, après avoir longtemps considéré que ces libéralités étaient nulles comme ayant une cause contraire aux bonnes mœurs, la jurisprudence les considère actuellement valide (Cass. ass. plen, 29 octobre 2004).

Mme Josserand ne pourra donc pas invoquer la nullité du contrat éventuellement conclu entre M. Ripert et sa maîtresse, elle apparaît dès lors dépourvue de tout moyen de remettre en question ces libéralités, dans la mesure où M. Ripert remplit effectivement les obligations financières nées du mariage.

#### - Le don de la maison à la maîtresse de M. Ripert

Il a été vu que les époux se sont mariés sous le régime légal de la communauté de biens.

La maison dans laquelle ils sont installés avec leurs enfants a été héritée par M. Ripert de sa tante. En vertu de l'article 1405, les biens acquis par succession même pendant le mariage, demeurent des biens propres.

L'article 1403 du Code civil dispose que chaque époux conserve la pleine propriété de ses biens propres. M. Ripert est donc propriétaire de cette maison et à ce titre il devrait pouvoir en disposer librement et donc la céder à sa maîtresse.

Toutefois, le logement familial bénéficie d'une protection particulière, prévue notamment par les articles 215 et 285-1 du Code civil.

La maison dont il est question semble correspondre à la définition du logement de famille puisqu'ils l'ont choisi ensemble et qu'ils y résident avec leurs enfants.

L'article 285-1 dispose que lorsque le logement familial appartient à l'un des époux, en cas de divorce le juge peut le concéder à bail au conjoint qui a la garde des enfants lorsque ceux-ci vivent au domicile familial. C'est le cas en l'espèce apparemment. Mais M. Ripert a consenti un usufruit sur la maison à son épouse. Dès lors, au cours du divorce, Mme Josserand pourra seulement demander au juge de formaliser cette obligation dans le jugement de

divorce, mais elle ne peut pas contester la cession de la nue-propriété de la maison à la concubine de M. Ripert.

## 2 – Mme Josserand souhaite divorcer de son époux, M. Ripert.

Ces derniers se sont mariés le 30 septembre 2005, dès lors, la loi du 26 mai 2004 réformant le droit du divorce leur est applicable puisqu'elle est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Leur divorce sera donc régi par les articles 229 et suivants du code civil.

La loi prévoit quatre cas de divorce : par consentement mutuel, acceptation du principe de la rupture du mariage, altération définitive du lien conjugal et faute.

La réforme de 2004 a établi une rupture entre le fondement du divorce et les conséquences financières de celui-ci.

Cependant, des différences notables existent entre les causes du divorce.

Il convient d'abord d'écarter l'hypothèse d'un divorce pour altération définitive du lien conjugal qui ne peut intervenir que lorsque les époux vivent séparément depuis au moins deux ans (art. 238 du Code civil) ce qui n'est pas le cas en l'espèce et il ne semble pas que Mme Josserand souhaite attendre aussi longtemps. De plus aucun élément ne permet de savoir si les époux vivent effectivement de façon séparée.

Le divorce par consentement mutuel semble aussi devoir être écarté dans la mesure où il implique que les époux s'entendent sur la rupture du mariage et sur ses effets en soumettant une convention réglant les conséquences du mariage à l'approbation du juge (article 230).

Or, compte tenu des relations entre les époux, qui ne s'adressent plus la parole et de la réprobation de Mme Josserand à l'égard de l'usage fait par M. Ripert de ses revenus, il semble difficile de considérer qu'ils parviennent à un accord sur les conséquences financières du divorce.

Dès lors, un divorce accepté pourrait éventuellement être envisageable si M. Ripert est d'accord sur le principe de la rupture du mariage (art.233).

Dans ce cas, le règlement des conséquences du mariage serait judiciaire. Cependant, rien n'est dit sur la position de M. Ripert, on ne peut donc pas considérer avec certitude qu'il consent au divorce.

Dès lors, il semble que la voie du divorce pour faute, prévu à l'article 242 soit la plus adaptée à la situation de Mme Josserand.

Cet article dispose en effet que le divorce peut être demandé par un époux lorsque des faits constitutifs d'une violation grave ou répétée des devoirs et obligations du mariage sont imputables à son conjoint et rendent intolérable le maintien de la vie commune.

Or, la fidélité est l'un des devoirs du mariage énoncés à l'article 212 du Code civil.

La jurisprudence considère traditionnellement que l'adultère constitue une violation suffisamment grave des devoirs et obligations du mariage pour rendre intolérable le maintien de la vie commune (Civ. 2<sup>e</sup>, 23 avril 1980).

En l'espèce l'adultère apparaît établi. Mme Josserand a donc intérêt à engager une procédure de divorce sur le fondement de la faute.

En matière de divorce, le juge compétent est le juge aux affaires familiales, ainsi que le prévoit l'article 1070 du Code de procédure civile. Ce juge siège au sein du tribunal de grande instance.

Si les époux vivent toujours ensemble, le tribunal territorialement compétent sera celui du domicile familial (art. 1070 al.1) et dans l'hypothèse inverse, celui du lieu où réside le parent avec lequel résident habituellement les enfants. En l'espèce, le TGI compétent sera donc celui

dans le ressort duquel se trouve la maison familiale puisqu'en tout état de cause Mme Josserand y demeure avec ses enfants.

3 – Mme Josserand peut-elle continuer d'exercer l'autorité parentale en commun avec M. Ripert ?

La réforme du droit de la filiation a posé comme principe la survie du couple parental au couple conjugal. L'article 373-2 du Code civil prévoit ainsi que la séparation des parents est sans incidence sur les règles de dévolution de l'exercice de l'autorité parentale.

Les ex-époux peuvent donc exercer en commun l'autorité parentale, sans égard au mode de garde des enfants.

Comment les enfants du couple vont-ils subvenir à leurs besoins ?

L'article 373-2-2 dispose que la contribution à l'entretien des enfants peut prendre la forme d'une pension versée au parent auquel l'enfant a été confié, en l'espèce Mme Georgette.

Compte tenu du fait que cette dernière est sans ressource, on peut estimer que le montant de la pension, qui sera fixée par le juge, couvrira l'ensemble des frais d'entretien.

Mme Josserand, qui est dépourvue de ressources, peut-elle prétendre au versement d'une somme d'argent de la part de son ex époux ?

L'article 270 du Code civil dispose que l'un des époux peut être tenu de verser à l'autre une prestation compensatoire sous forme d'un forfait pour compenser la disparité que la rupture du mariage crée dans leurs conditions de vie respectives. En l'espèce, Mme Josserand pourra solliciter cette prestation qui devra lui permettre de subvenir à ses besoins : l'article 271 énumère les conditions d'attribution.

Mme Josserand pourra en outre demander à M. Ripert une indemnisation pour faute si la rupture a été injurieuse pour elle.

4 – Mme Josserand peut-elle être tenue de rembourser la fin du prix d'un tableau acheté à crédit par son époux en 2007.

Cet achat a été effectué par son seul époux, au cours du mariage.

L'article 220 prévoit la solidarité des époux pour les dettes relatives à l'entretien du mariage.

L'alinéa 2 du même article exclut cependant de cette solidarité les dépenses manifestement excessives, et l'alinéa 3 exclut les achats à tempérament.

En l'espèce, on peut s'interroger à la fois sur la qualification "d'entretien du ménage" de l'achat d'un tableau et sur le caractère manifestement excessif d'une telle dépense eu égard au train de vie du couple.

En outre, puisque la galerie réclame la fin du paiement à Mme Josserand, il apparaît probable qu'un crédit ait été consenti à M. Ripert pour cet achat. Dès lors, la solidarité des époux semble devoir être exclue en l'espèce.

De plus aucune indication n'est fournie sur le fait de savoir si cette somme lui est réclamée alors qu'elle est toujours mariée à M. Ripert.